

---

# Fiches sectorielles

---

**Ensemble des secteurs marchands  
non agricoles et non financiers**

## Avertissement

Les résultats et analyses présentés dans la vue d'ensemble, dans les fiches sectorielles et dans la plupart des fiches thématiques sont, sauf mention contraire, définis sur la base d'unités légales **sur le champ des secteurs principalement marchands hors agriculture et hors secteurs financiers**.

Une unité légale est une entité juridique de droit public ou privé. Cette entité juridique peut être :

- une personne morale, type société, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres ;
- une personne physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique.

Elle est obligatoirement déclarée aux administrations compétentes (greffes des tribunaux, Sécurité sociale, DGI,...) pour exister. La catégorie juridique d'une telle unité dépend du choix des propriétaires ou de ses créateurs (pour des raisons organisationnelles, juridiques ou fiscales). L'unité légale est l'unité principale enregistrée dans Sirene.

**Sauf mention explicite d'une référence à la catégorie d'entreprise définie par la loi de Modernisation de l'économie et son décret d'application 2008-1354 du 18 décembre 2008, le terme d'entreprise désigne dès lors dans cet ouvrage des unités légales.**

Le champ des secteurs principalement marchands hors agriculture et hors secteurs financiers correspond dans la nomenclature d'activités françaises (NAF rév. 2) aux activités suivantes :

- industrie manufacturière, industrie extractives et autres (BE),
- construction (F),
- commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration (GI),
- information et communication (J),
- activités immobilières (L),
- activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (MN),
- arts, spectacles et activités récréatives (R),
- autres activités de services (S) à l'exclusion des activités des organisations associatives.

Dans cette nouvelle édition des *Entreprises en France*, le champ a été étendu à davantage d'entrepreneurs individuels et de sociétés civiles immobilières qui appartiennent en grande partie aux secteurs de la construction, de l'immobilier et des autres activités de services, notamment les activités artistiques, créatives et de spectacles. Ainsi, 200 000 unités supplémentaires sont prises en compte par rapport à 2011 mais leur poids économique est faible. Elles réalisent 15 milliards de chiffre d'affaires (sur les 3 700 milliards des unités légales du champ) et moins de 4 milliards de valeur ajoutée (sur 980 milliards).

Dans cette publication, les résultats de 2011 et les évolutions entre 2011 et 2012 sont présentés sur la base du champ de 2012.

## Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
e	Estimation
p	Résultat provisoire
r	Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
K	Millier
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

## 5.1 Chiffres clés de l'ensemble des secteurs marchands

En 2012, 3,3 millions d'entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers sont en activité en France. Ce nombre comprend aussi bien des auto-entrepreneurs que des unités légales appartenant à des multinationales. Si les petites entreprises permettent de développer notablement le tissu productif dans des activités du bâtiment, du commerce de détail ou certaines activités de services, une part importante de l'activité économique est réalisée par un nombre restreint d'unités légales. Ainsi, les 4 400 entreprises employant 250 salariés ou plus représentent 0,1 % des unités légales mais 39 % des emplois salariés de ces secteurs, 43 % de la valeur ajoutée, 62 % des exportations et 44 % des investissements. En 2011, les 210 plus grandes entreprises (appréhendées par leur groupe), soit 19 400 unités légales, concouraient pour environ un tiers de la valeur ajoutée.

En 2012, les entreprises de ces secteurs comptent 12 millions de salariés en équivalent temps plein, 32 % employés dans les services, 25 % dans l'industrie et 22 % dans le commerce. Elles enregistrent un chiffre d'affaires (CA) de 3 726 milliards d'euros dont 602 milliards réalisés à l'export. Le CA à l'export est en hausse de 3,2 % en 2012, évolution nettement en retrait par rapport à 2011 et 2010 (environ + 10 % pour chacune de ces années). L'industrie, avec un chiffre d'affaires à l'export de 340 milliards, est le premier secteur exportateur, essentiellement grâce à l'industrie manufacturière (313 milliards). Le commerce est le deuxième (138 milliards), pour l'essentiel grâce aux activités de commerce de gros.

En 2012, les entreprises des secteurs marchands non agricoles et non financiers dégagent une valeur ajoutée de 983 milliards d'euros, soit 52 % de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie nationale tandis que les entreprises des autres secteurs (agriculture, services financiers ou secteur marchand de la santé et de l'enseignement par exemple), en créent par ailleurs un peu moins de 10 %.

Les investissements corporels bruts hors apports sont de 185 milliards d'euros en

2012, en recul de 2,7 % après + 11,5 % en 2011. Les services principalement marchands (81 milliards) et l'industrie (57 milliards) en sont les principaux contributeurs, suivis par les transports et l'entreposage (21 milliards). Les industries manufacturières (30 milliards) et le secteur de l'énergie (16 milliards) contribuent à l'essentiel de l'investissement industriel tandis que coté services, ce sont les activités immobilières (37 milliards), les services aux entreprises (25 milliards) et l'information et la communication (9 milliards), avec notamment le secteur de la télécommunication, qui pèsent le plus.

Après une croissance continue de 2000 à 2007, la production en volume de toutes les branches marchandes hors agriculture et services financiers a fortement reculé en 2009. Seule la production de la branche des services marchands (incluant l'activité des ménages en services de logement) a retrouvé depuis 2011 un niveau nettement supérieur à celui d'avant la crise. Pour toutes les autres branches, la production reste en dessous du niveau de 2007 et stagne en 2012 et 2013. Et depuis 2009, elle est même en net recul dans la construction.

L'emploi est également affecté par la crise de 2008-2009. De 2000 à 2007, l'emploi salarié a globalement augmenté (+ 4,2 %), seul l'emploi industriel ayant diminué sur cette période. L'essentiel de cette croissance a été effacé en 2008 et 2009 et les évolutions de 2010 (+ 0,4 %) et 2011 (+ 0,4 %) restent faibles. En 2012 et 2013, l'emploi salarié repart à la baisse (respectivement - 0,7 % et - 0,2 %). Les effectifs de l'industrie sont en recul continu de 2000 à 2013, la baisse ralentit en 2011 (- 0,5 %) et 2012 (- 0,9 %) et est à nouveau plus forte en 2013 (- 1,6 %). Les services principalement marchands sont les seules activités à avoir retrouvé un dynamisme suffisant pour afficher dès 2010 un niveau d'emploi supérieur à celui de 2007. En 2012, les effectifs reculent (- 0,6 %) pour la première fois depuis 2008 mais repartent à la hausse en 2013 (+ 1,0 %). ■

# Chiffres clés de l'ensemble des secteurs marchands 5.1

## 1. Chiffres clés des secteurs marchands non agricoles et non financiers en 2012

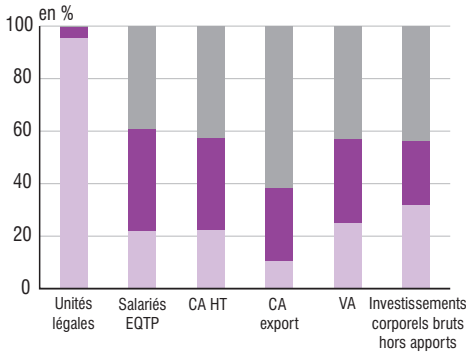
	Unités légalés	Salariés EQTP	Chiffre d'affaires hors taxe	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée	Investissements corporels bruts hors apports
	(milliers)		(milliards d'euros)			
De 0 à 9 salariés EQTP	3 112,2	2 651,8	835,2	64,1	248,3	59,2
De 10 à 249 salariés EQTP	149,4	4 668,6	1 305,9	167,4	312,4	45,0
250 salariés EQTP ou plus	4,4	4 716,1	1 584,6	370,7	422,1	80,5
<b>Ensemble<sup>1</sup></b>	<b>3 266,0</b>	<b>12 036,4</b>	<b>3 725,7</b>	<b>602,2</b>	<b>982,9</b>	<b>184,7</b>

1. Les entreprises de ce champ réalisent 52 % de la valeur ajoutée de l'économie (comptabilité nationale).

Champ : France, secteurs principalement marchands hors agriculture et services financiers.

Source : Insee, *Ésane*.

## 2. Structure des agrégats selon la taille de l'unité légale en 2012



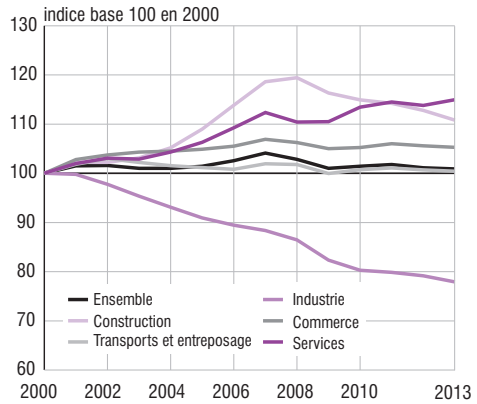
■ De 0 à 9 salariés en EQTP ■ De 10 à 249 salariés en EQTP  
■ Plus de 250 salariés EQTP

Champ : France, secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Lecture : les entreprises de 250 salariés ou plus représentent 0,1 % des unités légales, 39 % des salariés, 42 % du CA, 62 % du CA export, 43 % de la VA et 44 % des investissements.

Source : Insee, *Ésane*.

## 3. Évolution de l'emploi salarié, y c. intérim

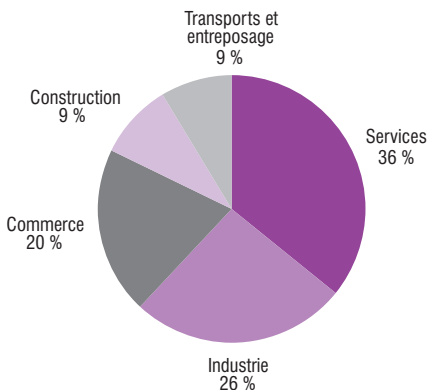


Champ : France, secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Note : les titulaires de contrats d'intérim ne sont pas classés dans les secteurs d'activité qui les emploient effectivement mais systématiquement dans l'activité de travail temporaire.

Source : Insee, *estimations d'emploi (CVS au 4<sup>e</sup> trimestre)*.

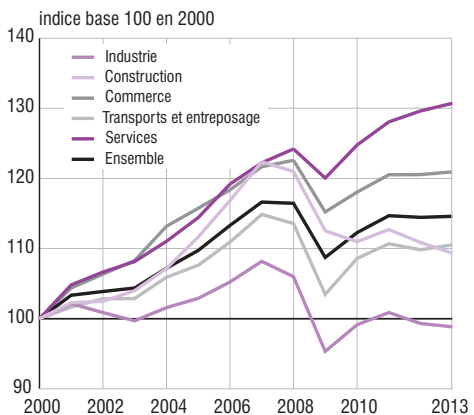
## 4. Principales activités selon la valeur ajoutée en 2012



Champ : France, secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, *Ésane*.

## 5. Production par branche en volume



Champ : France, branches principalement marchandes hors agriculture et services financiers.

Source : Insee, *comptabilité nationale*.

## 5.2 Ratios de l'ensemble des secteurs marchands

Les ratios présentés dans cette fiche permettent d'avoir une vue d'ensemble de la situation économique et financière des entreprises des secteurs marchands, hors agriculture et services financiers, mais ils recouvrent des situations très contrastées selon les secteurs d'activité et les tailles d'entreprises. Ils servent de référence pour des analyses sectorielles plus fines.

L'intensité capitalistique, qui rapporte les immobilisations corporelles (construction, installations, machines et matériels) aux salariés, est en moyenne de 175 000 euros par salarié dans les secteurs marchands mais son niveau varie fortement en fonction du secteur. Elle est faible dans la construction (41 000 euros) et le commerce (62 000) et élevée dans l'industrie (250 000), les transports et l'entreposage (250 000) et les services principalement marchands (218 000). Au sein des services, ce niveau important résulte de trois activités très capitalistiques : l'immobilier, la location et location-bail, les télécommunications.

Les secteurs avec une forte intensité capitalistique sont ceux qui ont les niveaux d'investissement les plus élevés. L'investissement, qui avait fortement reculé au plus fort de la crise, s'est redressé nettement en 2010 et 2011 (respectivement + 10,7 % et + 11,5 %) mais baisse de 2,7 % en 2012. Le taux d'investissement passe ainsi de 19,4 % en 2011 à 18,8 % en 2012, soit un niveau inférieur à celui d'avant la crise (19,7 % en 2007). Dans les secteurs contribuant fortement à l'investissement, ce taux est en fort recul sur l'immobilier (- 4,9 points) et les transports (- 3,2 points), alors qu'il résiste mieux pour l'industrie (- 0,4 point), le commerce (- 0,2 point) et les services aux entreprises (- 0,5 point).

Les taux de marge sont très différents au sein des secteurs principalement marchands mais leurs évolutions sont assez proches. Dans toutes les activités, ils ont été fortement impactés à la baisse par la crise en 2009. Si 2010 a été une année de reconstitution des marges sauf pour le secteur de la construction, les années

2011 et 2012 sont en repli (respectivement - 1,4 et - 1,3 point). Ces deux dernières années, l'alourdissement des charges de personnels a pesé sur l'excédent brut d'exploitation et explique ce tassement. En dehors des transports et entreposage, le taux de marge de tous les secteurs se situe en 2012 à un niveau nettement en deçà de celui de 2007.

Pour une entreprise, le délai de paiement fournisseurs correspond à la durée moyenne de règlement de ses échéances, et le délai de paiement client à la durée moyenne de perception de ses créances. Depuis la mise en place de la loi de Modernisation de l'économie (LME) le 1<sup>er</sup> janvier 2009, les délais clients et fournisseurs reculent sous les effets des obligations qu'impose cette nouvelle loi. En 2012, le délai de paiement des fournisseurs (y compris avances) est en moyenne de 58,5 jours (60,2 en 2011 et 61,9 en 2010), celui des clients (y compris avances) est de 51,9 jours (53,1 en 2011 et 54,7 en 2010). Lorsque l'on tient compte des avances, on retrouve une baisse des délais de paiement moyens depuis 2009, mais plus forte pour les délais fournisseurs (- 4,1 jours) que pour les délais clients (- 2,0 jours).

Les femmes représentent 36 % de l'emploi des secteurs marchands non agricoles et non financiers, soit une proportion nettement en dessous de celle observée dans l'ensemble de l'économie nationale (48 % en 2012), les femmes étant plus représentées dans les secteurs non marchands. La présence des femmes est notamment assez faible dans la construction (10 %), les transports (26 %) et l'industrie (29 %), secteurs où de nombreux postes de travail leur sont particulièrement difficiles d'accès et où la proportion d'ouvriers (qualifiés ou non) est la plus forte (entre 45 % et 53 %). La proportion de non-salariés est de 5 % dans l'industrie et les transports. Elle est plus élevée dans la construction (21 %), les services (18 %) et le commerce (14 %), secteurs avec un tissu productif comprenant un nombre relativement important de très petites entreprises. ■

# Ratios de l'ensemble des secteurs marchands 5.2

## 1. Ratios des secteurs marchands selon la taille de l'unité légale en 2012

en %

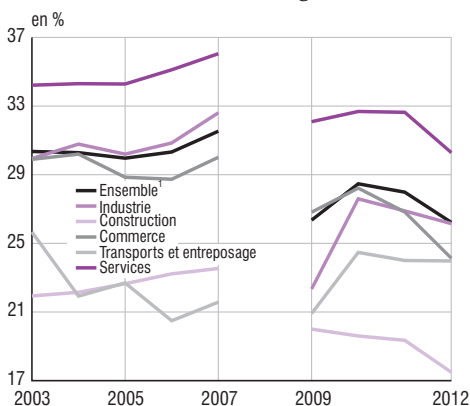
	Ensemble	De 0 à 9 salariés	De 10 à 249 salariés	250 salariés ou plus
<b>Organisation et débouchés de la production</b>				
Taux d'exportation	16,2	7,7	12,8	23,4
Taux de valeur ajoutée	26,4	29,7	23,9	26,6
Intensité capitalistique (en milliers d'euros)	174,7	187,0	105,1	236,7
<b>Partage de la VA (au coût des facteurs)</b>				
Part des frais de personnel	74,4	65,0	81,3	75,0
Taux de marge <sup>1</sup>	25,6	35,0	18,7	25,0
<b>Ratios de rentabilité</b>				
Rentabilité économique	8,1	11,2	7,1	7,0
Rentabilité financière	7,5	8,6	6,1	6,9
<b>Ratios d'endettement, de solvabilité et de liquidité</b>				
Lever financier	74,6	64,7	79,4	86,0
Taux de prélèvement financier	33,5	35,2	35,2	30,9
<b>Délais de paiement</b>				
Fournisseurs (en jours)	58,5	58,6	55,9	60,7
Clients (en jours)	51,9	49,3	53,3	52,1
<b>Ratios d'investissement</b>				
Taux d'investissement	18,8	23,8	14,4	19,1
Taux d'autofinancement	165,1	233,7	140,2	128,6

1. Hors sièges sociaux.

Champ : France, secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, É sane.

## 2. Évolution du taux de marge



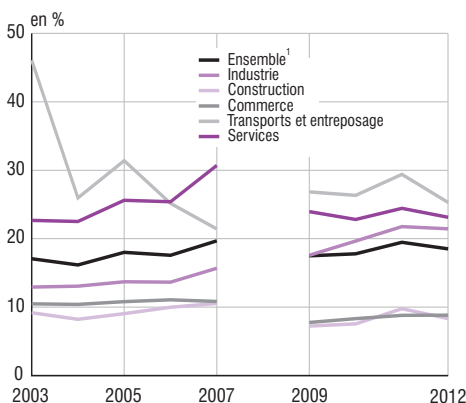
1. Hors activités des sièges sociaux.

Champ : France, secteurs principalement marchands hors agriculture et services financiers.

Note : l'Insee a renouvelé ses outils de statistiques d'entreprises en 2008. Pour cette première année, les données sont de moins bonne qualité et ne sont donc pas diffusées.

Source : Insee, Ficus, É sane.

## 3. Évolution du taux d'investissement



1. Hors activités des sièges sociaux.

Champ : France, secteurs principalement marchands hors agriculture et services financiers.

Note : l'Insee a renouvelé ses outils de statistiques d'entreprises en 2008. Pour cette première année, les données sont de moins bonne qualité et ne sont donc pas diffusées.

Source : Insee, Ficus, É sane.

## 4. Personnes en emploi dans les secteurs marchands en 2012

en %

	Part de femmes	Part d'actifs		Part d'employés	Part d'ouvriers	Part autres professions	Part de non-salariés
		de 15 à 29 ans	de 50 ans ou plus				
Industrie	28,9	18,5	26,9	7,0	45,0	48,1	5,0
Construction	10,1	23,2	22,5	5,5	52,5	42,0	21,3
Commerce	45,9	24,7	23,0	33,0	18,9	48,1	14,1
Transports	26,3	15,8	27,9	22,2	44,5	33,3	5,3
Services	47,2	24,0	23,1	24,7	14,6	60,7	17,9
<b>Ensemble secteurs principalement marchands</b>	<b>36,2</b>	<b>22,0</b>	<b>24,3</b>	<b>19,6</b>	<b>30,1</b>	<b>50,3</b>	<b>13,3</b>

Champ : France, secteurs principalement marchands hors agriculture et services financiers.

Source : Insee, enquête Emploi.